



Answering
tomorrow's
challenges
today

Guadeloupe

**Étude sur les conditions de vie
et l'accès à certains besoins
fondamentaux dans les régions
ultrapériphériques de l'UE**

DEMANDE DE SERVICES 005 Sous contrat-cadre
2020CE160AT013

1.0 Principales structures économiques et sociales de la région

- **Spécificités de la région** : la Guadeloupe est un archipel composé de sept îles situées dans les Caraïbes. À la fois département et région d'outre-mer français, la Guadeloupe est dotée d'un Conseil régional et d'un Conseil départemental. La région est divisée en 2 arrondissements (Basse-Terre et Pointe-à-Pitre), 40 cantons et 32 communes. Son paysage se caractérise par la diversité du relief et de ses particularités géologiques, présentant à la fois des avantages et des défis. D'une part, la Guadeloupe dispose d'un fort potentiel en matière d'énergies renouvelables et de tourisme – elle abrite le plus grand aéroport des régions ultrapériphériques françaises ainsi qu'un environnement riche en biodiversité. D'autre part, l'exposition aux catastrophes naturelles, telles que les tremblements de terre, les éruptions volcaniques ou les cyclones (par exemple, l'ouragan Tammy en octobre 2023), rend la région particulièrement vulnérable. L'archipel bénéficie d'un climat tropical, avec



Figure 1. Carte de la Guadeloupe.
Source : DG REGIO

- une saison sèche de la mi-février à mi-août et une saison des pluies de la mi-août à mi-février. La Guadeloupe se caractérise par une population vieillissante et décroissante. En 2021, les Guadeloupéens âgés de 60 ans et plus représentaient 29,2 % de la population, contre 20,3 % dix ans auparavant¹. De plus, entre 2010 et 2020, la proportion de la population âgée de 15 à 49 ans est passée de 46 % à 39 %. Cette diminution de la population des jeunes adultes, en particulier des jeunes femmes, affecte considérablement le renouvellement des générations, entraînant un décroissement démographique². En 2021, le nombre de naissances a été estimé à 4 345, soit 333 de moins que l'année précédente³. Environ 34 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national⁴, contre environ 21,6 % de la population de l'UE en risque de pauvreté ou d'exclusion⁵. Néanmoins, le PIB de la Guadeloupe a connu une modeste reprise en 2021, après une baisse importante en 2020 due à la crise de la COVID-19, atteignant 8,9 milliards d'euros, soit une augmentation de 1,9 %⁶.
- **L'eau et l'assainissement** ainsi que le **logement adéquat** ont été définis comme les **principaux besoins fondamentaux** à analyser en Guadeloupe. Les **faits et chiffres clés** sont résumés ci-dessous.

- **Domaine clé 1 « Eau et assainissement »**. Globalement, le nombre estimé d'habitants approvisionnés a augmenté⁷. Cependant, environ un quart de la population ne bénéficie pas d'un accès continu à l'eau potable, en raison des fréquentes coupures. 60 % de l'eau potable est perdue avant d'atteindre les consommateurs⁸. Par ailleurs, seuls quatre Guadeloupéens sur dix vivent dans une zone raccordée à un réseau d'assainissement⁹ public. Cette situation pourrait entraîner des risques pour la santé et l'environnement.
- **Domaine clé 2 « Logement adéquat »**. L'accès à un logement adéquat s'est amélioré. Le nombre de logements suroccupés est en baisse depuis 2019 et la proportion de constructions en bois, d'habitations de fortune et de cases traditionnelles a diminué. Cependant, la Guadeloupe figure dans le top 3 des régions ultrapériphériques françaises les plus chères en termes de loyers¹⁰. Depuis 2021, la Guadeloupe fait face à une hausse des coûts des matériaux de construction en raison de la pénurie de certains matériaux et de l'augmentation des prix du fret maritime¹¹.

2.0 Eau et assainissement

2.1 Accès à l'eau potable et à l'assainissement en Guadeloupe

2.1.1 Conditions existantes pour répondre aux besoins et principaux facteurs limitant l'accès

Conditions existantes

- La Guadeloupe dispose d'une variété de sources d'eau, comprenant des précipitations régulières (en particulier en Basse-Terre), des rivières et des nappes phréatiques. Cependant, l'irrégularité spatiale des précipitations et la variation du relief entraînent à une hydrographie diversifiée et à un accès à l'eau et à l'assainissement différencié dans les régions de l'archipel¹².

- ▶ Le nombre estimé **d'habitants desservis en eau potable** est passé de 327 720¹³ à 395 497 habitants entre 2014 et 2020¹⁴, ce qui représente 95,84 % de la population totale approximative de la Guadeloupe, estimée à 412 682 habitants en 2020¹⁵. En 2015, le nombre a été le plus bas avec 235 439 d'habitants desservis¹⁶. Cela pourrait s'expliquer partiellement par le fait que les données relatives à cet indicateur n'ont peut-être pas été enregistrées et/ou communiquées par les institutions pertinentes¹⁷. En ce qui concerne la **consommation d'eau**, la moyenne par usager a diminué de 2014 (135,17 m³) à 2020 (129,38 m³), avec 2017 comme l'année avec la consommation moyenne la plus élevée (140,28 m³ par usager¹⁸). Néanmoins, le volume domestique comptabilisé par habitant desservi est passé de 2014 (68,02 m³) à 2020 (75,72 m³¹⁹). Il existe toujours une différence significative entre le volume distribué et celui consommé (seulement 40 % en 2020)²⁰. Cela pourrait s'expliquer par l'existence de fuites dans les réseaux de distribution, l'obsolescence de certains compteurs et les prises clandestines²¹.
- ▶ En ce qui concerne l'**accessibilité financière de l'eau** en Guadeloupe, le prix²² de m³ pour 120 m³ a augmenté de 2014 (2,52 €/m³) à 2020 (3,25 €/m³)²³. Selon l'Observatoire de l'Eau de Guadeloupe, le prix moyen était de 3,43 €/m³ en 2021, tandis que la moyenne nationale s'élevait à 2,11 €/m³. Cette augmentation du prix peut être attribuée aux coûts des travaux effectués, notamment le renouvellement des installations de production et de distribution, et la sécurisation de l'approvisionnement en eau. Il existe également une grande disparité de prix sur l'ensemble de l'archipel²⁴. Par ailleurs, le **taux de factures d'eau impayées** de l'année précédente a augmenté de 2014 (17,20 %) à 2020 (25,63 %)^{25,26}. Cela peut s'expliquer non seulement par le nombre élevé de ménages à faible revenu incapables de payer leurs factures (34 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national)²⁷, mais aussi par une réponse négative au service inégal et discontinu, créant des difficultés financières pour les opérateurs d'eau et aggravant le déficit d'entretien/ de renouvellement^{28,29}.
- ▶ Les conditions actuelles en place en Guadeloupe indiquent que l'évolution de la **qualité de l'eau** a suivi une tendance positive. Le pourcentage de conformité sanitaire aux limites microbiologiques des échantillons d'eau distribués³⁰ a augmenté de 2014 (97,39 %) à 2020 (98,61 %)³¹. Le taux de conformité aux limites de qualité physico-chimique³² et de protection des ressources en eau a également augmenté, passant respectivement de 92,71 % (2014) à 94,36 % (2020)³³ et de 39,73 % (2014) à 55,54 % (2020)³⁴.
- ▶ En ce qui concerne les **infrastructures hydrauliques**, le pourcentage de renouvellement annuel moyen des réseaux d'eau potable a légèrement augmenté de 2014 (0,50 %) à 2020 (1,01 %)³⁵, avec des efforts supplémentaires pour cartographier et réparer les fuites, réguler la pression dans les réseaux de distribution d'eau et améliorer le comptage³⁶. Cependant, les interruptions de service non programmées³⁷ sont plus fréquentes en 2020 (2,78 %)³⁸ qu'en 2014 (2,70 %)³⁹.
- ▶ D'un point de vue **administratif**, conformément à la loi n°2021-513 d'avril 2021, un **Syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (SMGEAG)**⁴⁰ a été créé, assumant toutes les responsabilités de service public de l'eau potable et de l'assainissement de l'archipel (à l'exception de l'île de Marie-Galante). Cette nouvelle entité a permis de consolider l'ensemble des structures préexistantes réparties sur le territoire et d'améliorer la gouvernance des services publics en facilitant la mutualisation de l'eau et des moyens financiers.

Création d'un Syndicat Mixte de Gestion de l'Eau et de l'Assainissement

En septembre 2021, une nouvelle structure unique de gestion de l'eau a été créée. Avec le soutien financier de la Région, l'Association Mixte de Gestion de l'Eau et de l'Assainissement en Guadeloupe (SMGEAG) a pris le relais des sociétés locales de gestion de l'eau et de l'assainissement (elle disposait d'une capacité d'investissement initiale de 170 millions d'euros pour ses trois premières années). Cette nouvelle structure a bénéficié du soutien financier de l'État, dont un prêt de 50 millions d'euros de l'Agence française de développement (AFD) et de la Caisse des dépôts. Le SMGEAG regroupe les cinq communautés d'agglomération (Cap Excellence, Grand Sud Caraïbe, Nord Grande-Terre, La Riviera du Levant et Nord Basse-Terre), la région et le département. Pour soutenir cette opération, l'État fournira 3,2 millions d'euros et 1,2 million d'euros d'aide à la gestion de projet via le Fonds outremer 5.0⁴¹.

- ▶ Depuis 2016, le **Plan d'action pour les services d'eau potable et d'assainissement** (connu sous le nom de Plan Eau DOM) constitue le principal **cadre politique** pour l'action dans le secteur de l'eau au sein des régions ultrapériphériques françaises, soutenant les autorités locales pour l'amélioration de leurs services, en renforçant notamment leurs capacités techniques et financières. En outre, le principal cadre stratégique pour la gestion de l'eau, le **schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux** (SDAGE)⁴² Guadeloupe-Saint-Martin, a été approuvé en 2022. Le plan France

relance (2021-2026) met l'accent sur le renforcement de la résilience de l'approvisionnement en eau potable et sur l'accélération du Plan eau DOM, car les fuites d'eau dans les réseaux sont telles que les besoins fondamentaux en eau potable ne sont plus couverts⁴³.

- ▶ Au niveau des **programmes et investissements** pertinents, le programme du Fonds européen de développement régional (FEDER) pour la Guadeloupe 2021-2027 comprend un objectif spécifique visant à favoriser l'accès à l'eau et une gestion durable de cette ressource⁴⁴ avec un montant prévu de 80 millions d'euros. Cet objectif a déjà été largement soutenu par le programme opérationnel FEDER 2014-2020 de la Guadeloupe, dont l'une des principales priorités était de protéger et de valoriser l'environnement et le patrimoine culturel, notamment en intervenant au niveau des infrastructures de base pour l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets. Le programme a alloué 6 millions d'euros à la gestion de l'eau et à la conservation de l'eau potable (y compris la gestion des bassins hydrographiques, l'approvisionnement, les mesures spécifiques pour le changement climatique, les systèmes de surveillance, de la tarification et la réduction des fuites)⁴⁵.
- ▶ Au niveau **national**, les régions françaises ont accès à des subventions et des prêts de l'AFD et de la Caisse des dépôts et consignations pour la production d'eau potable⁴⁶. Le gouvernement français a débloqué des fonds dans le cadre du Plan Eau DOM et des contrats de convergence et de transformation^{47,48}. L'État a également apporté un soutien financier sans précédent sous la forme de subventions d'investissement, d'un montant total de 90 millions d'euros aux autorités locales entre 2014 et 2020⁴⁹. En janvier 2018, le gouvernement et les collectivités locales ont uni leurs forces en lançant un plan d'investissement de 71 millions d'euros⁵⁰. Le Plan national de relance et de résilience (PNRR) français⁵¹ prévoit de financer à 80 % les travaux de réparation de 2 500 fuites d'eau⁵². L'Office de l'eau de Guadeloupe attribue également des subventions à travers son Programme pluriannuel d'intervention (PPI) 2019-2024⁵³.

Facteurs contraignants

La région est confrontée à des défis qui entravent partiellement l'accès à ce besoin fondamental ou qui risquent d'en limiter l'accès à l'avenir.

- ▶ Des signes d'amélioration ont été observés au fil des années, et le nombre maximum de jours ouvrables pour ouvrir les connexions pour les nouveaux usagers a diminué de 4,43 jours en 2014 à 4,27 jours en 2020⁵⁴. Toutefois, la gouvernance continue de causer des problèmes. La création du SMGEAG a entraîné la fusion des opérateurs existants et visait à assurer un accès régulier à l'eau et à l'assainissement et à surmonter les défis liés à la dispersion des responsabilités. Cette nouvelle institution a hérité de difficultés financières⁵⁵ et techniques et doit encore résoudre des problèmes liés à la **gouvernance et à la gestion des services**^{56,57}. Ces défis conduisent souvent à des solutions sous-optimales en matière de mobilisation des ressources et de transferts d'eau, ralentissant ainsi l'amélioration du réseau et de la performance des services. En conséquence, les citoyens ont exprimé leurs préoccupations concernant les insuffisances du service par des manifestations⁵⁸ et des plaintes auprès du Défenseur des droits⁵⁹.
- ▶ Avant la création du SMGEAG, la Guadeloupe était confrontée à des **obstacles financiers** en raison de dysfonctionnements en termes de comptage et de facturation, ainsi qu'à un niveau élevé d'impayés, tandis que la proportion de personnel dans les services d'eau et d'assainissement (2 équivalents temps plein pour 1 000 usagers) est supérieure à la norme de la France métropolitaine. En conséquence, les investissements dans l'entretien, la réparation et le renouvellement des réseaux d'eau n'ont pas été suffisants⁶⁰.
- ▶ Les contrôles sanitaires sont plus stricts en Guadeloupe en raison de la **pollution** par les pesticides utilisés pour l'agriculture qui affectent les eaux de surface et souterraines. Beaucoup de ces pesticides sont interdits depuis des années (exemple, le Chlordécone) mais leur pérennité et leur utilisation intensive dans le passé affectent encore le sud de la Basse-Terre. De plus, dans certaines zones, les teneurs en aluminium dépassent les normes de qualité⁶¹.
- ▶ Les infrastructures d'eau sont vieillissantes, entraînant des **pertes d'eau** importantes (environ 60 %⁶²) et des **coupures de service** régulières (environ un quart de la population n'a pas accès à l'eau potable tous les jours, en raison de ces coupures)⁶³.
- ▶ En moyenne, seuls quatre Guadeloupéens sur dix vivent dans une zone raccordée à un **réseau public d'assainissement**⁶⁴. Cela signifie qu'un nombre considérable de personnes dépendent de stations d'épuration collectives ou de traitement individuelles/indépendantes et de réseaux de collecte privés. En 2019, 72 % des stations d'épuration d'une capacité supérieure ou égale à 2000 habitants n'étaient pas conformes, ce qui a un impact environnemental négatif sur les eaux côtières⁶⁵.

3.0 Logement adéquat

3.1 Accès à un logement adéquat en Guadeloupe

3.1.1 Conditions existantes pour répondre aux besoins et principaux facteurs limitant l'accès

Conditions existantes

- ▶ En termes d'**habitabilité**, la proportion de résidences principales sur-occupées a diminué, passant de 11,4 % en 2009 à 7,9 % en 2020⁶⁶. Par rapport aux autres régions ultrapériphériques françaises, la Guadeloupe n'est que marginalement touchée par la surpopulation. En 2020, l'archipel affiche le même nombre de pièces par personne (1,8)⁶⁷ que la moyenne nationale⁶⁸. Cette situation pourrait être en partie attribuée à la transformation démographique régionale⁶⁹.
- ▶ En ce qui concerne le **régime de location**, le taux de propriétaires a diminué de 2 points de pourcentage depuis 2009, avec un taux de 58,7 % en 2020, contre 63,6 % en France. De plus, la Guadeloupe observe une proportion plus élevée de locataires et de logements gratuits que la France métropolitaine⁷⁰. La politique d'élimination de l'habitat indigne⁷² et les prix élevés de l'immobilier ont probablement contribué à réduire le nombre de propriétaires. Par ailleurs, la quantité de **logements sociaux** pour 10 000 habitants est en hausse, passant de 859 unités en 2018 à 1 002 en 2020, soit une augmentation de plus de 16 %⁷³. L'offre de logements sociaux ne répond que partiellement à la demande, puisque le système d'enregistrement de la demande français relève plus de 10 000 demandes actives de logements sociaux. Depuis 2016, le nombre de demandes a augmenté de 6 %⁷⁴, tandis que la quantité d'unités attribuées par an a diminué. Seuls 242 logements sociaux ont été mis en service en Guadeloupe en 2021. Il s'agit de la deuxième valeur la plus faible enregistrée au cours des cinq dernières années⁷⁵, ce qui pourrait s'expliquer en partie par des coûts de construction élevés. Environ 50 % du parc social a été construit il y a plus de 20 ans, nécessitant des travaux de modernisation⁷⁶.
- ▶ En ce qui concerne l'**accessibilité financière**, le loyer moyen s'élevait à 6,23 €/m² en 2021, soit 2,98 % au-dessus de la moyenne nationale de 6,05 €/m²⁷⁷. Cela place la Guadeloupe parmi les trois régions ultrapériphériques françaises les plus chères. Le niveau élevé des prix concerne à la fois le logement privé et social. Les quartiers environnants en dehors des centres urbains n'offrent pas toujours de liaisons de bus, de commerces, d'éclairage ou de trottoirs⁷⁸.
- ▶ En ce qui concerne la **typologie des logements**, sur la période 2009-2020, la Guadeloupe a connu une diminution de la part de maisons en bois, d'habitations de fortune et de cases traditionnelles⁷⁹. Sur l'ensemble des résidences principales, en 2020, les maisons en bois représentaient 4,5 %, les habitations de fortune 0,6 % et les cases traditionnelles 1,4 %⁸⁰. Par conséquent, la Guadeloupe a augmenté la proportion de maisons ou de constructions en dur de 90,9 % en 2009 à 93,5 % en 2020, améliorant l'accès à des logements résilients et de qualité pour l'ensemble de la population⁸¹.
- ▶ L'électricité et la présence d'une baignoire ou d'une douche et de WC à l'intérieur des **logements** sont présentes dans la quasi-totalité des ménages, avec un taux de 98,5 % dans les deux cas en 2020⁸². Malgré ces améliorations, la population souffre de coupures d'eau régulières. Plus de la moitié des ménages en 2020 sont équipés d'une pièce climatisée (50,8 %), soit une augmentation de 17,3 points de pourcentage sur la période 2009-2020⁸³.
- ▶ D'un point de vue **administratif**, la politique du logement relève de la responsabilité du gouvernement national et s'inscrit dans le cadre du deuxième **Plan logement Outre-mer 2019-2022**, qui a été prolongé jusqu'en 2023⁸⁴. À l'échelle locale, le **Programme local de l'habitat** (PLH) prévoit une stratégie du logement au niveau intercommunal et son objectif principal est d'aligner l'offre de logements sur les besoins spécifiques de la région⁸⁵. La Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) de Guadeloupe a mis en place l'Observatoire de l'habitat indigne qui apporte un appui aux intercommunalités pour le volet habitat indigne de leurs plans de développement du logement, ainsi que pour l'élaboration et la mise en œuvre des Plans intercommunaux de lutte contre l'habitat indigne (PILHI)⁸⁶. Enfin, le **Plan séisme Antilles** a été élaboré en 2007 pour assurer l'adaptation des habitations au risques sismiques⁸⁸.
- ▶ L'Etat offre un **financement** pour le logement social par le biais de la « Ligne budgétaire unique » (LBU). L'allocation est basée sur les besoins observés dans chaque région, déterminés en consultation avec les DEAL respectives et les acteurs locaux du logement social⁸⁹. Les autres outils majeurs de la politique française du logement social sont les mesures fiscales, les subventions et les prêts d'Action Logement et de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH)⁹⁰. Selon le PNRR français, l'une des principales priorités en matière de logement est de se concentrer sur la protection des fenêtres contre le rayonnement solaire et sur une climatisation efficace⁹¹. La Banque des territoires fournit également des financements sous

forme de prêts et de participations⁹². Le programme gouvernemental « Action cœur de ville »⁹³ est présent dans la région et vise à attirer les individus et les entreprises dans les centres-villes en finançant des projets de rénovation et de développement économique.

- ▶ Au **niveau de l'UE**, le programme FEDER pour la Guadeloupe 2021-2027 prévoit l'allocation de 77 millions d'euros afin de promouvoir l'adaptation au changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et la résilience⁹⁴. D'autres programmes incluent InvestEU⁹⁶ et le PNRR français⁹⁷, qui offrent des subventions et des outils financiers pour accroître l'accès ou la modernisation des logements et pour améliorer la résistance et la résilience des bâtiments publics essentiels en cas de risques naturels majeurs⁹⁸. Pour ce dernier, le Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM) finance également des mesures de prévention des risques⁹⁹.

Facteurs contraignants

La région est confrontée à des défis qui entravent partiellement l'accès à ce besoin fondamental ou qui sont susceptibles de le faire à l'avenir.

- ▶ **Le nombre de problèmes de confort ou de défauts graves** des maisons est plus élevé que la moyenne nationale française. Ces problèmes peuvent inclure une propriété voisine située à moins de 10 mètres¹⁰⁰, des problèmes d'étanchéité et d'isolation des murs, du toit ou du sol, des infiltrations ou des inondations. Selon le rapport de la fondation Abbé-Pierre¹⁰¹, 31 % des logements présentent un problème grave lié au confort¹⁰², et environ 30 000 unités sont inadaptées, dont 11 000 logements insalubres et 4 700 habitations de fortune ou cases traditionnelles. Ces chiffres élevés pourraient être attribués au manque de logements accessibles financièrement, poussant les gens à se rabattre sur des solutions d'habitation inadaptées.
- ▶ L'offre de logements n'est pas adaptée pour répondre à **la demande résultant du changement démographique**. Les unités d'habitation sont souvent trop grandes pour les petits ménages et peu d'immeubles sont équipés d'ascenseurs ou sont accessibles aux personnes handicapées,¹⁰³ âgées ou ayant des problèmes de mobilité.
- ▶ En outre, environ 10 % des **logements sociaux étaient vacants** en 2020, contre 4,8 % en France¹⁰⁴. Les raisons possibles varient de la taille inadéquate des logements, des loyers élevés, des problèmes techniques et de l'état des lieux à la localisation des logements dans des zones éloignées, sans commerces, services ou centres-villes attrayants. Le nombre élevé de logements vides, associé à des loyers inaccessibles et à un nombre important de résidences secondaires (9,7 %)¹⁰⁵, limite l'accès au logement, en particulier sur le marché privé.
- ▶ Depuis le début de l'année 2021, la Guadeloupe est touchée par la **hausse du coût des matériaux de construction**, importés du continent européen. Cette hausse est due à la pénurie de certains matériaux et à l'augmentation du prix du fret maritime¹⁰⁶, qui s'explique notamment par l'interruption des chaînes de production lors de la crise de la COVID-19 et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le marché est limité et il y a un manque de concurrence, car seules quelques grandes entreprises peuvent participer aux marchés publics.

4.0 Mesures d'atténuation et recommandations

Besoins identifiés dans le Domaine clé 1 : accès à l'eau et à l'assainissement

OPTIMISER LES RÉSEAUX EXISTANTS POUR ASSURER UNE DISTRIBUTION FIABLE DE L'EAU SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

- ▶ Réduire les **fuites d'eau** et améliorer l'**efficacité du réseau**, en intensifiant les efforts pour localiser et réparer les fuites et en exploitant les possibilités de financement existantes.
- ▶ Mettre en place et améliorer les **interconnexions** entre les différentes sources d'eau afin de mobiliser différentes ressources et compenser les pénuries par des transferts d'eau.
- ▶ Proposer et/ou faciliter l'accès à des **ateliers et des formations** visant à renforcer la capacité des autorités locales à gérer les grands projets d'infrastructure et les investissements, couvrant la prise de décision, la planification des projets et financière, l'obtention de financements, etc.

UTILISER D'AUTRES RESSOURCES HYDRIQUES POUR ACCROÎTRE LA FIABILITÉ DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

- ▶ Encourager la recherche et l'innovation afin d'augmenter l'**approvisionnement en eaux souterraines et leur conservation** (plus résistantes aux sécheresses) et explorer les sources non conventionnelles.
- ▶ Encourager la **collecte des eaux de pluie et l'utilisation de l'eau non potable à diverses fins** (notamment pour les toilettes et l'irrigation). À cette fin, promouvoir davantage les subventions existantes pour les installations de réservoirs domestiques et étendre

l'utilisation de ces systèmes aux écoles, aux hôpitaux et aux bâtiments publics. Superviser l'application des règlements imposant des systèmes de récupération des eaux de pluie dans tous les nouveaux projets de construction.

DÉCONTAMINER LES COURS D'EAU POLLUÉS PAR LE CHLORDÉCONE

- ▶ **Surveiller systématiquement** la situation pour mieux comprendre l'étendue et les conséquences de la pollution au chlordécone.
- ▶ Allouer des ressources pour la **recherche** afin de développer des nouvelles techniques de décontamination plus efficaces.

Besoins identifiés dans le Domaine clé 2 : accès à un logement adéquat

ÉTABLIR DES PARTENARIATS TERRITORIAUX MULTISECTORIELS POUR PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DE POLITIQUES ET D'APPROCHES EN MATIÈRE DE LOGEMENT ADAPTÉ ET SENSIBLE À L'ÂGE

- ▶ **Favoriser la coordination entre les services chargés du développement économique, des transports, de l'emploi, de la santé et de l'environnement** afin de soutenir les politiques et les mesures en matière de logement visant des habitations adéquates, bien reliées, bien situées et économes en ressources.

RÉNOVER ET AMÉLIORER LE PARC EXISTANT POUR GARANTIR DES LOGEMENTS ADÉQUATS ET SÛRS

- ▶ **Rénover** le parc de logements publics et privés plus anciens. Pour ces derniers, faciliter le processus de rénovation et faire connaître les aides existantes par le biais de guichets uniques physiques et/ou en ligne.
- ▶ Compte tenu du vieillissement de la population, il convient d'**adapter les logements** pour remédier à l'isolation et à la perte d'autonomie et encourager l'exploration d'alternatives telles que le logement intermédiaire (c'est-à-dire de petites unités de logement adaptées et accessibles, avec un espace commun pour des activités communes¹⁰⁷).

ADAPTER LES NORMES ET PRATIQUES DE CONSTRUCTION AUX SPÉCIFICITÉS DE LA GUADELOUPE ET PROMOUVOIR LA CONSTRUCTION/RÉNOVATION CIRCULAIRE

- ▶ Identifier les **exigences réglementaires** (y compris l'exigence de matériaux spécifiques) non-adaptées à la Guadeloupe et qui peuvent décourager le développement du logement et proposer des adaptations.
- ▶ Mettre en œuvre des **actions d'économie circulaire** pour réduire l'empreinte environnementale du secteur de la construction, en particulier compte tenu des émissions et des coûts élevés du transport des matériaux depuis l'Europe continentale. Les actions peuvent inclure la réutilisation et le recyclage des matériaux de construction ou l'utilisation de matériaux locaux alternatifs (par exemple, le bois ou le bambou), ou la promotion de la recherche et de l'innovation locales impliquant les universités et les acteurs clés locaux.

RENFORCER LA SENSIBILISATION ET LA CONNAISSANCE DES CONDITIONS ET DES PROCÉDURES DE DEMANDE DE SUBVENTIONS EXISTANTES POUR L'AMÉLIORATION DE L'HABITAT

- ▶ Organiser des **ateliers de renforcement des capacités et de sensibilisation** au niveau local pour fournir des informations et des conseils sur les subventions actuellement disponibles (par exemple, les aides à l'amélioration de l'habitat, MaPrimeRénov', entre autres), ainsi que sur les conditions et la procédure à suivre pour y accéder.
- ▶ Promouvoir la **simplification des procédures** de demande de ces subventions.

Annexes

Annexe 1 - Références

- ¹ Rapport Annuel Economique 2022 - Guadeloupe, Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer, 2022, https://www.iedom.fr/IMG/rapport_annuel_iedom_guadeloupe_2022/#p=36
- ² Rapport Annuel Economique 2021 - Guadeloupe, Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer, 2021, https://www.iedom.fr/IMG/rapport_annuel_iedom_guadeloupe_2021/index-34.html#page=34
- ³ Rapport Annuel Economique 2022 - Guadeloupe, Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer, 2022, https://www.iedom.fr/IMG/rapport_annuel_iedom_guadeloupe_2022/#p=36
- ⁴ 12 % des Guadeloupéens en situation de grande pauvreté en 2018, Antonin Creignou, Marcelle Jeanne-Rose (INSEE), 2022, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6468373#:~:text=En%20Guadeloupe%2C%2034%2025%20de%20la,%C3%A0%2014%20%25%20en%20France%20m%C3%A9ropolitaine.>
- ⁵ Conditions de vie en Europe - pauvreté et exclusion sociale, Eurostat, 2023, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Living_conditions_in_Europe_-_poverty_and_social_exclusion#Key_findings
- ⁶ Rapport Annuel Economique 2022 - Guadeloupe, Institut d'Émission des Départements d'Outre-Mer, 2022, https://www.iedom.fr/IMG/pdf/rapport_annuel_2022_-_iedom_guadeloupe.pdf
- ⁷ L'essentiel sur... la Guadeloupe, INSEE, 2023, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4481456>
- ⁸ Eau et assainissement - Chiffres clés, Office de l'eau, Observatoire de l'eau Guadeloupe, 2022, https://www.observatoire-eau-guadeloupe.fr/content/uploads/2023/02/Chiffres_Cles_AEP-EU_2022_Rapport.pdf
- ⁹ Eau et assainissement - Chiffres clés, Office de l'eau, Observatoire de l'eau Guadeloupe, 2021, https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_chiffres_cles_2021-compressed-min.pdf
- ¹⁰ Caractéristiques générales du parc, Observatoire de l'habitat - DEAL Guadeloupe, n. d., <http://habitat971.com/?Le-logement-en-Guadeloupe-2#:~:text=La%20Guadeloupe%20compte%20en%202019,%2C1%20%25%20en%20France%20m%C3%A9ropolitaine>
- ¹¹ Caractéristiques générales du parc, Observatoire de l'habitat - DEAL Guadeloupe, n. d., <http://habitat971.com/?Le-logement-en-Guadeloupe-2#:~:text=La%20Guadeloupe%20compte%20en%202019,%2C1%20%25%20en%20France%20m%C3%A9ropolitaine.>
- ¹² L'eau en Guadeloupe, Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL Guadeloupe), 2020, <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/l-eau-en-guadeloupe-a3334.html>
- ¹³ Informations générales, SISPEA (France), 2023, <https://www.services.eaufrance.fr/departement/971/2014>
- ¹⁴ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux SISPEA, SISPEA (France), 2022, <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ¹⁵ L'essentiel sur... la Guadeloupe, INSEE, 2023, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4481456>
- ¹⁶ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux SISPEA, SISPEA (France), 2022, <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ¹⁷ Ceci est basé sur les contributions des parties prenantes locales.
- ¹⁸ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux SISPEA, SISPEA (France), 2022, <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ¹⁹ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux SISPEA, SISPEA (France), 2022, <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ²⁰ Eau et assainissement - Chiffres clés, Office de l'eau, Observatoire de l'eau Guadeloupe, 2022, https://www.observatoire-eau-guadeloupe.fr/content/uploads/2023/02/Chiffres_Cles_AEP-EU_2022_Rapport.pdf

²¹ Ibid.

²² Cet indicateur se réfère à l'accessibilité financière de l'eau. Plus précisément, il s'agit du prix de l'eau par m³ pour 120 m³ TTC. Néanmoins, il est difficile de préciser le prix d'un m³ d'eau en France, car différents tarifs sont appliqués. En moyenne, le prix de l'eau est cependant estimé à 2,11 €/m³ pour l'eau potable au 1^{er} janvier 2021, sur la base d'une consommation annuelle de 120 m³ (chiffres publiés dans le dernier rapport SISPEA en juillet 2022).

²³ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux SISPEA, SISPEA, 2022, <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>

²⁴ Eau et assainissement - Chiffres clés, Office de l'eau, Observatoire de l'eau Guadeloupe, 2022.

https://www.observatoire-eau-guadeloupe.fr/content/uploads/2023/02/Chiffres_Cles_AEP-EU_2022_Rapport.pdf

²⁵ 12 % des Guadeloupéens en situation de grande pauvreté en 2018, Antonin Creignou, Marcelle Jeanne-Rose (INSEE), 2022,

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6468373#:~:text=En%20Guadeloupe%2C%2034%2025%20de%20la,%C3%A0%2014%20%25%20en%20France%20m%C3%A9tropolitaine>.

²⁶ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux SISPEA, SISPEA, 2022 <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>

²⁷ 12 % des Guadeloupéens en situation de grande pauvreté en 2018, Antonin Creignou, Marcelle Jeanne-Rose (INSEE), 2022.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/6468373#:~:text=En%20Guadeloupe%2C%2034%2025%20de%20la,%C3%A0%2014%20%25%20en%20France%20m%C3%A9tropolitaine>.

²⁸ Plan Eau DOM Guadeloupe : Diagnostic transversal du secteur de l'eau et l'assainissement en Guadeloupe, Espelia, Agence Française pour la Biodiversité 8l'établissement public de l'État), 2018,

https://www.guadeloupe.gouv.fr/content/telechargement/15329/100612/file/Diag_Transversal_VF.pdf

²⁹ Guadeloupe : contrat d'"accompagnement renforcé" de l'État pour rétablir un service de l'eau "régulier et de qualité", Anne Lenormand, 2023. <https://www.banquedesterritoires.fr/guadeloupe-contrat-daccompagnement-renforce-de-letat-pour-retablir-un-service-de-leau-regulier-et>

³⁰ Cet indicateur fait référence au processus de collecte d'échantillons d'eau dans le réseau de distribution d'eau afin d'évaluer la qualité microbiologique de l'eau fournie aux consommateurs.

³¹ Il convient de noter que l'indicateur fourni se réfère au taux de conformité des échantillons d'eau distribuée prélevés dans le cadre du contrôle sanitaire avec les limites de qualité microbiologique. On peut observer que, malgré une augmentation, le pourcentage reste faible.

³² Cet indicateur se réfère au processus de collecte d'échantillons d'eau dans le réseau de distribution afin d'évaluer la qualité physico-chimique de l'eau fournie aux consommateurs.

³³ Il convient de noter que l'indicateur fourni se réfère au taux de conformité des échantillons d'eau distribuée prélevés dans le cadre des contrôles sanitaires avec les limites de qualité des paramètres physico-chimiques. On peut observer que, malgré une augmentation, le pourcentage reste faible.

³⁴ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux SISPEA, SISPEA, 2022, <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>

³⁵ Ibid.

³⁶ Eau et assainissement - Chiffres clés, Office de l'eau, Observatoire de l'eau Guadeloupe, 2022.

https://www.observatoire-eau-guadeloupe.fr/content/uploads/2023/02/Chiffres_Cles_AEP-EU_2022_Rapport.pdf

³⁷ Cet indicateur se réfère au taux d'interruption imprévue de l'approvisionnement en eau des consommateurs.

³⁸ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux SISPEA, SISPEA, 2022, <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>

³⁹ Ibid.

⁴⁰ En français : syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement

⁴¹ La gestion de l'eau et de l'assainissement dans les Outre-mer, Conseil économique, social et environnemental, 2022,

https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2022/2022_15_gestion_eau.pdf

⁴² Le SDAGE 2022-2027, adopté le 29 mars 2022, est la traduction régionale de la directive sur l'eau 2000/60 et de la directive 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.

⁴³ Plan National de Relance et de Résilience, Gouvernement français, 2021,

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/PNRR%20Francais.pdf

-
- ⁴⁴ Le programme régional FEDER/FSE+ 2021-2027 pour la Guadeloupe prévoit un montant total de 96,6 millions d'euros (80,1 millions du FEDER et le reste des sources nationales) pour la gestion durable de l'eau.
- ⁴⁵ Programme Guadeloupe FEDER-FSE 2014-2020, n. d., https://www.regionguadeloupe.fr/fileadmin/Site_Region_Guadeloupe/Mediatheque/Documents_strategiques/PO_PO_FEDER_Programme_2014FR16M0OP009_1_3_fr-1.pdf
- ⁴⁶ Améliorer la résilience des services publics d'eau potable et d'assainissement dans les DROM et à Saint-Martin : Connaître les risques de perturbation des services, Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, 2021, https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/21972/ameliorer-la-resilience-des-services-publics-d-eau-potable-et-d-assainissement-dans-les-drom-et-a-sa?_lg=fr-FR
- ⁴⁷ Financement de la politique de l'eau, Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL Guadeloupe), 2020, <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/financement-de-la-politique-de-l-eau-a3340.html>
- ⁴⁸ La gestion de l'eau et de l'assainissement dans les Outre-mer, Conseil économique, social et environnemental, 2022, https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2022/2022_15_gestion_eau.pdf
- ⁴⁹ Point sur l'organisation de la distribution de l'eau et de l'assainissement en Guadeloupe, Ministère de l'Intérieur et des Outre-mer, 2022, <https://www.outre-mer.gouv.fr/point-sur-lorganisation-de-la-distribution-de-leau-et-de-l-assainissement-en-guadeloupe>
- ⁵⁰ Ibid.
- ⁵¹ Le plan de relance européen contribue au financement du plan national, avec des subventions d'environ 40 milliards d'euros sur les 100 milliards d'euros du plan français intitulé "France Relance".
- ⁵² Ibid.
- ⁵³ Programme Pluriannuel d'Intervention 2019-2024 de l'Office De l'Eau Guadeloupe, Office De l'Eau Guadeloupe, 2018, https://www.comite-eau-biodiversite-guadeloupe.fr/IMG/pdf/point_03_-_ode_ppi_2019-2024_programme_v_06_11_2018.pdf
- ⁵⁴ Fiche de métadonnées du jeu Services publics d'eau potable - jeux de données exploités pour les rapports nationaux SISPEA, SISPEA, 2022, <https://data.eaufrance.fr/jdd/7d6a3010-cf19-42c3-8a38-9823074185ce>
- ⁵⁵ 2ème assemblée plénière de jeudi 31 mars 2022- Ordre du jour, Région Guadeloupe, 2022, https://static.blast-info.fr/attachments/stories/2022/bQ7xljg3TLCoDq51Hy4_JQ/attachment-wu9NlscpQSOkJOA3xM-s_w.pdf
- ⁵⁶ La gestion de l'eau et de l'assainissement dans les Outre-mer, Conseil économique, social et environnemental, 2022. https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2022/2022_15_gestion_eau.pdf
- ⁵⁷ Guadeloupe : contrat d'"accompagnement renforcé" de l'État pour rétablir un service de l'eau "régulier et de qualité", Anne Lenormand, 2023, <https://www.banquedesterritoires.fr/guadeloupe-contrat-daccompagnement-renforce-de-letat-pour-retablir-un-service-de-leau-regulier-et>
- ⁵⁸ La gestion de l'eau et de l'assainissement dans les Outre-mer, Conseil économique, social et environnemental, 2022. https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2022/2022_15_gestion_eau.pdf
- ⁵⁹ Services publics aux Antilles : garantir l'accès aux droits, Défenseur des Droits, 2023, https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/ddd_rapport-antilles_20230317.pdf
- ⁶⁰ La gestion de l'eau et de l'assainissement dans les Outre-mer, Conseil économique, social et environnemental, 2022, https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2022/2022_15_gestion_eau.pdf
- ⁶¹ Gestion de l'eau en Guadeloupe, Comité du bassin de la Guadeloupe, n. d., http://www.comite-de-bassin-guadeloupe.fr/gestion_sources-pollution.php
- ⁶² Eau et assainissement - Les chiffres clés, Office de l'eau, Observatoire de l'eau Guadeloupe, 2022, https://www.observatoire-eau-guadeloupe.fr/content/uploads/2023/02/Chiffres_Cles_AEP-EU_2022_Rapport.pdf
- ⁶³ Eau et assainissement - Gestion dans les territoires d'outre-mer, Conseil économique, social et environnemental, 2022, https://www.lecese.fr/sites/default/files/travaux_multilingue/FicheCom_EauOutreMer_EN.pdf
- ⁶⁴ Eau et assainissement - Les chiffres clés, Office de l'eau, Observatoire de l'eau Guadeloupe, 2021, https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_chiffres_cles_2021-compressed-min.pdf

-
- ⁶⁵ L'assainissement collectif, Observatoire de l'eau Guadeloupe, n. d., <https://www.observatoire-eau-guadeloupe.fr/services-publics-eau-assainissement/assainissement-collectif/>
- ⁶⁶ Le logement en 2020 (département de la Guadeloupe), INSEE, 2023, https://www.insee.fr/en/statistiques/7635864?geo=DEP-971&q=number+of+rooms#ancre-LOG_T1
- ⁶⁷ Ibid.
- ⁶⁸ Nombre moyen de pièces par personne selon le statut d'occupation et le type de logement à partir de 2003 - Enquête EU-SILC, Eurostat, 2023, https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/ILC_LVHO03__custom_6753883/default/table?lang=en
- ⁶⁹ Enjeux du vieillissement démographique dans le parc social des bailleurs de l'Armos - Guadeloupe : Des recommandations pour agir, Armos, Groupe Alogia, 2022, http://habitat971.com/IMG/pdf/final_rapport_vieillissement_parc_social_armos_guadeloupe_cle03243c-1.pdf
- ⁷⁰ Le logement en 2020 (département de la Guadeloupe), INSEE, 2022, https://www.insee.fr/en/statistiques/7635864?geo=DEP-971&q=number+of+rooms#ancre-LOG_T1
- ⁷¹ Il s'agit de ménages qui ne sont pas propriétaires de leur logement et qui ne paient pas de loyer. Ils peuvent, par exemple, être logés par leur employeur ou par un membre du ménage à titre gratuit.
- ⁷² Lutte contre l'habitat indigne, Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL Guadeloupe), 2022, <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/lutte-contre-l-habitat-indigne-a2983.html>
- ⁷³ Le logement social au 1er janvier 2022 - Comparaisons régionales et départementales, INSEE, 2022, https://www.insee.fr/fr/statistiques/2134423#tableau-TCRD_085_tab1_departements
- ⁷⁴ Synthèse du déplacement de l'Union sociale pour l'habitat en Guadeloupe, Union sociale pour l'habitat en Guadeloupe, 2021, <https://www.union-habitat.org/communiqués-presse/synthese-du-deplacement-de-l-union-sociale-pour-l-habitat-en-guadeloupe>
- ⁷⁵ Le parc locatif social en Guadeloupe au 1er janvier 2022, Unité Données Statistiques, DEAL de la Guadeloupe, 2022, https://dreal.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/parc_social/2022/guadeloupe/mouvmts.html
- ⁷⁶ Ibid.
- ⁷⁷ Le logement social au 1er janvier 2022 - Comparaisons régionales et départementales, INSEE, 2022, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2134423>
- ⁷⁸ Diagnostic Territorial de la mobilité solidaire, Préfet de la Guadeloupe et al, 2022, https://www.guadeloupe.gouv.fr/contenu/telechargement/28092/205801/file/Rapport_Diagnostic%20territorial%20de%20la%20mobilit%C3%A9%20solidaire.pdf
- ⁷⁹ L'aspect du bâtiment est une information spécifique aux départements français d'outre-mer. Elle permet de répartir les logements selon les modalités suivantes : habitations de fortune ; cases traditionnelles ; maisons ou immeubles en bois ; maisons ou immeubles en dur.
- ⁸⁰ INSEE, 2020. https://www.insee.fr/en/statistiques/7635864?geo=DEP-971&q=number+de+chambres#ancre-LOG_T1
- ⁸¹ Nombre de logements par catégorie depuis 1968, INSEE, 2020. https://www.insee.fr/en/statistiques/7635864?geo=DEP-971&q=number+of+rooms#ancre-LOG_T1
- ⁸² Nombre de logements par catégorie depuis 1968, INSEE, 2020. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/7631186?sommaire=7631713>
- ⁸³ Ibid.
- ⁸⁴ Plan logement outre-mer 2019-2022, Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des territoires/Ministère de la Transition Energétique, 2023, <https://www.ecologie.gouv.fr/plan-logement-outre-mer-2019-2022>
- ⁸⁵ Lutte contre l'habitat indigne, DEAL de Guadeloupe, 2022, <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/les-plh-a3585.html#:~:text=Le%20document%20principal%20pour%20l,%C3%A0%20ce%20jour%20en%20Guadeloupe.>
- ⁸⁶ Lutte contre l'habitat indigne, DEAL de Guadeloupe, 2022, <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/lutte-contre-l-habitat-indigne-a2983.html>
- ⁸⁷ Néanmoins, selon les acteurs locaux, il existe très peu de plans intercommunaux pour lutter contre l'habitat indigne.

-
- ⁸⁸ Plan séisme Antilles 3ème phase, Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL Guadeloupe), 2021, <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/plan-seisme-antilles-3eme-phase-a3735.html>
- ⁸⁹ Guadeloupe : Un référentiel pour financer le Logement Social, Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL Guadeloupe), 2019, <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/guadeloupe-un-referentiel-pour-financer-le-a2820.html>
- ⁹⁰ Avis n°4525 - Tome V, Assemblée Nationale, 2021, https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/cion_lois/15b4525-tv_rapport-avis
- ⁹¹ Plan National de Relance et de Résilience. Gouvernement français, 2021. [chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/PNRR%20Francais.pdf](https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/PNRR%20Francais.pdf)
- ⁹² La politique du logement dans les outre-mer - Rapport, Sénat, 2021. <https://www.senat.fr/rap/r20-728-1/r20-728-13.html>
- ⁹³ <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/action-coeur-de-ville-42>
- ⁹⁴ Programme Guadeloupe FEDER-FSE+ 2021-2027.
- ⁹⁵ Ibid.
- ⁹⁶ Cohésion 2021-2027 FEDER - FSE+, L'union sociale pour l'habitat, 2023, https://www.union-habitat.org/sites/default/files/articles/documents/2023-05/note_thematique_1_-_leurope_investit_le_logement_social_de_votre_region_-_decodeur_investeuhtml-1.pdf
- ⁹⁷ France Relance : logement, construction et rénovation du bâtiment, Ministère de la Transition Énergétique de la Cohésion des territoires/Ministère de la Transition Énergétique, 2021, <https://www.ecologie.gouv.fr/france-relance-logement-construction-et-renovation-du-batiment>
- ⁹⁸ Plan séisme Antilles 3ème phase, Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL Guadeloupe), 2021, <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/plan-seisme-antilles-3eme-phase-a3735.html>
- ⁹⁹ Plan séisme Antilles 3ème phase, Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL Guadeloupe), 2021, <https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/plan-seisme-antilles-3eme-phase-a3735.html>
- ¹⁰⁰ Pour caractériser le confort du logement, 12 défauts graves ont été relevés dans l'enquête logement, souvent menée par l'Insee, dont la présence d'une propriété voisine à moins de 10 mètres. Insee, 2017 Les conditions de logement en France
- ¹⁰¹ L'Abbé Pierre est une fondation basée en France. Sa mission consiste à permettre aux populations vulnérables d'accéder à un logement décent et à une vie digne, quelles que soient leurs ressources ou leur situation sociale. La fondation finance et soutient des associations qui luttent contre l'habitat indigne et l'exclusion.
- ¹⁰² L'état du mal logement en France 2023, Fondation Abbé Pierre, 2023, https://www.fondation-abbepierre.fr/sites/default/files/2023-01/REML2023_WEB.pdf
- ¹⁰³ Enjeux du vieillissement démographique dans le parc social des bailleurs de l'Armos - Guadeloupe : Des recommandations pour agir, Armos, Groupe Alogia, 2022. http://www.habitat971.com/IMG/pdf/final_rapport_vieillissement_parc_social_armos_guadeloupe_cle03243c-1.pdf
- ¹⁰⁵ Caractéristiques générales du parc, Observatoire de l'habitat - DEAL Guadeloupe, n. d., <http://habitat971.com/?Le-logement-en-Guadeloupe-2#:~:text=La%20Guadeloupe%20compte%20en%202019,%2C1%20%25%20en%20France%20m%C3%A9ropolitaine.>
- ¹⁰⁶ Construction - Une reprise freinée par le renchérissement des coûts de construction, INSEE, 2022, https://www.guadeloupe.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/construction_bilan_economique_2021_-_guadeloupe_insee.pdf
- ¹⁰⁷ Enjeux du vieillissement démographique dans le parc social des bailleurs de l'Armos - Guadeloupe : des recommandations pour agir, Armos, Groupe Alogia, 2022, http://habitat971.com/IMG/pdf/final_rapport_vieillissement_parc_social_armos_guadeloupe_cle03243c-1.pdf